

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

ARRÊTÉ

n° 200710240 du 11 avril 2007
portant autorisation à la Sarl TRITER de poursuivre l'exploitation en lieu et place de la
société Sablière et Recyclage de la Croisière, d'une carrière de sable et gravier et
d'une installation de 1^{er} traitement, à Aspach le Bas, et de modifier certaines
conditions d'exploitation,
au titre du titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National et du Mérite

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les articles 18 et 23.2
- VU** le Code minier et ses textes d'application,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** les arrêtés ministériels du 10 février 1998 et du 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU** le Schéma Départemental des Carrières du Haut-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 février 1998 mis à jour le 3 février 2003,
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1988 modifié (ZERC I, II, et III) et du 9 juillet 2004 prenant en considération un projet d'intérêt général relatif au projet de zone d'exploitation et de réaménagement coordonnés des carrières (ZERC III, n°14) dans le département du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°990755 du 22 avril 1999 autorisant la Sté Sablière & Recyclage de la Croisière à exploiter une carrière à Aspach le Bas,
- VU** l'arrêté préfectoral n°1764 du 26 juin 2000 (prescriptions complémentaires) autorisant la Sté Sablière & Recyclage de la Croisière à exploiter une carrière à Aspach le Bas, au lieu et place de la Sté Sablière de la Croisière (autorisation de changement d'exploitant),
- VU** le dossier de déclaration de la Sté Sablière et Recyclage de la Croisière du 17 avril 2001 (dépôt en préfecture le 20 avril 2001, s'agissant de la mise en exploitation d'une installation de 1^{er} traitement des matériaux issus de la carrière sur le site d'Aspach le Bas,

VU le récépissé de déclaration du 12 décembre 2001, délivré par la préfecture du Haut-Rhin, s'agissant de l'installation de 1^{er} traitement de matériaux (broyage, concassage,...de pierres et cailloux...),

VU l'arrêté n°2004-194-15 du 12 juillet 2004, portant prescriptions complémentaires à la Sté Sablière et Recyclage de la Croisière: accès et circulation sur le site, pompage des eaux souterraines pour lavage des matériaux extraits, qualité rejets des eaux de lavage de matériaux, garanties financières de remise en état, surveillance des rejets,],

VU les demandes du 25 janvier 2007 (dépôt préfecture le 30 janvier 2007), complétées le 5 février 2007 (contrat de forage du 2 février 2007) de la Sarl TRITER en vue d'être autorisée à :

- exploiter la carrière et l'installation de 1^{er} traitement au lieu et place de la Sté Sablière et Recyclage de la Croisière,
- modifier les conditions d'exploitation du site (modification de la production moyenne annuelle, du phasage d'exploitation, du montant des garanties financières de remise en état de la carrière),

VU le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées, du 05 février 2007,

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites du 28 mars 2007,

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées par la Sté TRITER, même si elles sont à considérer comme notables par rapport aux éléments du dossier de demande d'autorisation initial, ne génèrent aucun impact et aucun danger supplémentaire, et qu'en conséquence il n'y a pas lieu de demander à la Sté TRITER de déposer une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter,

CONSIDÉRANT que l'échéance de l'autorisation d'exploiter du 22 avril 1999 est au 22 avril 2014,

CONSIDÉRANT que le fait qu'à l'échéance de l'autorisation d'exploiter, tout le gisement de la carrière n'aura pas été exploité, et qu'en conséquence la remise en état finale, telle qu'initialement prévue, ne pourra pas être totalement réalisée, ne soulève pas de remarque particulière de la part du propriétaire des terrains, en l'occurrence la commune d'Aspach le Bas,

CONSIDÉRANT que la Sarl TRITER justifie d'un acte de cautionnement établi par la Banque Populaire d'Alsace, pour la remise en état de la carrière et des terrains affectés à l'installation de 1^{er} traitement,

CONSIDÉRANT que la Sarl TRITER justifie d'un contrat de forage, avec le propriétaire des terrains de la carrière, en l'occurrence la commune d'Aspach le Bas, pour une durée de 15 ans (contrat du 2 février 2006),

CONSIDÉRANT que :

- l'arrêt momentané de la carrière, pendant plusieurs mois,
 - la diminution de la production moyenne annuelle d'exploitation
- conduisent à une modification dans le phasage d'exploitation initialement prévu, et qu'il convient en conséquence d'actualiser le phasage d'exploitation de la carrière,

CONSIDERANT que l'installation de 1^{er} traitement de matériaux (criblage, concassage, etc...) est directement liée à l'exploitation de la carrière,

CONSIDERANT que l'installation de 1^{er} traitement ne se situe pas dans le périmètre d'extraction de la carrière mais qu'il convient toutefois de garantir la remise en état des terrains affectés à cette installation, et donc d'en tenir compte dans le montant des garanties financières de remise en état du site,

CONSIDERANT qu'il convenait que les prescriptions d'exploiter soit en conséquence actualisées et notamment s'agissant du phasage d'exploitation et du montant des garanties financières de remise en état de la carrière,

CONSIDERANT que le montant des garanties financières de remise en état a été calculé en tenant compte de l'indice TP01 de septembre 2006 (563,4),

CONSIDERANT par ailleurs, le courrier du 15 novembre 2004 de la Commune d'Aspach le Bas, en tant que propriétaire des terrains de la carrière et des terrains limitrophes, qui fait état :

- d'un accord avec les représentants des associations concernées
- du souhait, du Conseil Municipal, que ne soit pas reconstituée la berge de la zone Sud-Ouest du site (*dépassement ponctuel des limites autorisées de la carrière, banquette périphérique de moins de 10 m sur les parcelles 102 et 136*), compte tenu de l'ancienneté de cette exploitation et de la végétation qui s'est développée sur ce secteur et qui protège naturellement le site,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R E T E

I- PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1^{er} – CHAMP D'APPLICATION

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la Sarl TRITER, dont le siège social est 29 rue des Genêts -68700 ASPACH LE HAUT est autorisée à poursuivre l'exploitation de:

- une installation de 1^{er} traitement de matériaux,
 - une carrière de sable et gravier, à sec et en eau,
- sur le territoire de la commune de ASPACH le BAS aux lieux-dits « Lumpendeschen » et « Ochsenfeld ».

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

| Désignation de l'activité | Rubrique | Régime | Quantité |
|---------------------------|----------|--------|--|
| Carrière | 2510-1 | A | <ul style="list-style-type: none">- surface de la carrière : 14,8864 ha- - surface pour l'installation de 1^{er} traitement et les stocks associés : 0,87 ha- - tonnage moyen annuel : 250 000 t- tonnage annuel maximal à extraire : 350.000 t |

| | | | |
|---|---------|---|-----------------------|
| Installation de 1 ^{er} traitement de matériaux | 2515 -2 | D | puissance en kW : 187 |
|---|---------|---|-----------------------|

A : Autorisation ; D : Déclaration

Article 2 – DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée **jusqu'au 22 avril 2014**.

Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation :

- **l'extraction des matériaux** commercialisables **est achevée** neuf mois avant cette échéance: **le 22 juillet 2013**,
- **la remise en état est achevée** six mois avant cette échéance : **le 22 octobre 2013**.

A la fin de la durée d'exploitation du site, celui-ci devra être débarrassé de toutes les installations fixes liées à son exploitation.

Article 3 - PÉRIMÈTRE AUTORISÉ

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé est limité :

- aux parcelles suivantes :

✓ S'agissant de la carrière – zone d'extraction de matériaux

| Parcelle ou partie de parcelle | section | délimitation |
|--|---------|---|
| Partie de parcelle 102 située à l'Est de la droite A₁B₁ | 32 | - point A₁ : sur la limite Nord Ouest de la parcelle 102, à 38 m du sommet Nord Ouest de cette parcelle |
| Parcelle 136 | | - point B₁ : sur la limite Sud Ouest de la parcelle 102, à 38 m du sommet Sud Ouest de cette parcelle |
| Partie de parcelle 137 située à l'Ouest de la droite C₁D₁ | | / |
| | | - point C₁ : sur la limite Nord Est de la parcelle 137, à 68 m du sommet Nord Est de cette parcelle |
| | | - point D₁ : sur la limite Sud Est de la parcelle 137, à 56 m du sommet Sud Est de cette parcelle |

✓ S'agissant de l'installation de 1^{er} traitement et des stocks et installations associés

| Parcelle ou partie de parcelle | section | délimitation |
|---|---------|---|
| Partie de parcelle 137 située dans le polygone [C₁E₁F₁G₁C₁] | 32 | - point C₁ : défini ci dessus |
| | | - point E₁ : sur la droite CD, à 65 m au Sud du point C |
| | | - point F₁ : sur la limite Est de la parcelle 137, à 65 m au Sud du sommet Nord Est |
| 138 | | - point G₁ : sommet Nord Est de la parcelle 137 |
| | | / |

Sur ces terrains toute extraction de matériaux est interdite.

✓ aux lieux -dits : « Lumpendeschen » et « Ochsenfeld », à Aspach le BAS

Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession doit être déclarée à l'inspecteur des installations classées.

II- RÈGLES GÉNÉRALES

Article 4 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES – PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers de demande d'autorisation (autorisation initiale, modification d'exploitation) en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés suivants:

- ✓ n°990755 du 22 avril 1999 autorisant la Sté Sablière & Recyclage de la Croisière à exploiter une carrière à Aspach le Bas,
 - ✓ n°1764 du 26 juin 2000 (prescriptions complémentaires) autorisant la Sté Sablière & Recyclage de la Croisière à exploiter une carrière à Aspach le Bas, au lieu et place de la Sté Sablière de la Croisière (autorisation de changement d'exploitant),
 - ✓ n° 2004-194-15 du 12 juillet 2004, portant prescriptions complémentaires à la Sté Sablière et Recyclage de la Croisière : accès et circulation sur le site, pompage des eaux souterraines pour le lavage des matériaux extraits, qualité des rejets des eaux de lavage de matériaux, garanties financières de remise en état, surveillance des rejets,].
- sont abrogées.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigé par le présent arrêté,

Article 5 - MISE EN SERVICE

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans, ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 6 - ACCIDENT - INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 7 - MODIFICATION – EXTENSION – CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977. Le dossier de demande d'autorisation comprend :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières prévues par le présent arrêté,
- un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

Article 8 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION

- I. Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant notifie cet arrêt au préfet au moins six mois avant celui-ci.

Lors de l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

- II. Il est joint à la notification au préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions des articles 34.1 à 34.6 du décret du 21 septembre 1977.

Ce mémoire indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'installation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- les interdictions ou limitation d'accès au site,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- le respect des dispositions applicables à la remise en état du site.

III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

AMÉNAGEMENT PRÉLIMINAIRE ET DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION

Article 9 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES :

Avant la poursuite de l'exploitation, l'exploitant :

- met en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- place des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- met en place à la périphérie de la zone en exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre cette zone,
- aménage l'accès à la voirie publique de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 10 - DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION :

La déclaration de début de reprise d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des aménagements préliminaires mentionnés ci-dessus.

Cette déclaration est transmise en trois exemplaires au Préfet et est accompagnée du document établissant la constitution de garanties financières définies à l'article 31.1 et comme il est prescrit à l'article 31.3, du présent arrêté.

SÉCURITÉ DU PUBLIC

Article 11 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS LA CARRIÈRE :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière et à l'installation de 1^{er} traitement de matériaux est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'ensemble de la carrière et de ses annexes, ainsi que l'installation de 1^{er} traitement, seront entourés par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent. Cette clôture ne fera pas obstacle à la circulation des eaux superficielles.

Des dispositifs de barrages mobiles, solides et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où la carrière et l'installation de 1^{er} traitement ne sont pas surveillés, seront installés sur les chemins d'accès au chantier.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

L'exploitant doit définir un plan de circulation et dévolution des engins et piétons au sein de ses installations (carrière, installation de 1^{er} traitement et stockages connexes). Il sera annexé aux consignes de sécurité.

Article 12 - DISTANCES DE REcul - PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS :

Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique, sauf en ce qui concerne :

- la berge Sud-Ouest de la parcelle 102, sur un linéaire de 110 m compté à partir de l'angle Sud-Ouest de cette parcelle,
- la berge Sud de la parcelle 136, sur un linéaire de 40/50 m,

comme précisées au plan « Remise en état final » annexé au présent arrêté. Sur ces 2 secteurs, les talus et pentes existantes seront arborés et végétalisés.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Compte tenu de la présence de d'oléoduc longeant la limite Nord-Ouest de la carrière, de lignes électriques sur le site, l'exploitant veille particulièrement au respect des dispositions du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

Article 13 - POMPAGE DE LA NAPPE PHRÉATIQUE :

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état, est interdit.

Toutefois pour l'activité de lavage des matériaux au niveau de son installation de 1^{er} traitement de matériaux sise dans le périmètre de la carrière, l'exploitant est autorisé à poursuivre le prélèvement d'eau de nappe dans le périmètre autorisé par le présent arrêté à raison d' :

- un débit instantané maximal de : 150 m³/h
- un débit journalier maximal de : 1050 m³ (sur la base de 7 heures maxi de fonctionnement).

conformément aux prescriptions de l'article 22 du présent arrêté.

L'eau sera prélevée par pompage dans le plan d'eau. Aucune mise en place de forage n'est autorisée.

L'installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totalisateur.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation de 1^{er} traitement, en cas de pollution accidentelle de ces eaux, est prévu.

L'eau prélevée ne sera pas utilisée comme eau potable, ni comme eau sanitaire ou domestique.

Ces eaux seront évacuées, après lavage des matériaux, conformément aux dispositions de l'article 23.1 du présent arrêté.

Article 14 - TRAVAUX PRÉPARATOIRES :

Article 14.1. Matérialisation des distances de sécurité. Avant le début de chaque phase d'exploitation, l'exploitant matérialise sur le site les distances de sécurité définies à l'article 12.

Article 14.2. Défrichage. (*)

Article 14.3. Décapage. Aucune extraction n'a lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Les opérations de décapage respectent les dispositions suivantes :

- la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie) est avisée, au moins trois semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,
- les horizons humifères sont enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte. Aucun déplacement des horizons humifères n'a lieu par temps de pluie,
- la circulation des engins doit être évitée sur les zones à décapier,
- toutes dispositions sont prises pour éviter le contact de sols riches en matières organiques avec les eaux superficielles ou souterraines,

Article 14.4. Découvertes archéologiques. Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques, est immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie).

Article 14.5. Stockage des terres de découverte et des horizons humifères. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les horizons humifères aux stériles. Les horizons humifères et les stériles sont stockés séparément de manière à pouvoir être réutilisés lors de la remise en état des lieux.

Article 14.6. Evacuation hors du site des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères. Dans tous les cas, cette évacuation des excédents de terres de découverte et d'horizons humifères ne peut être effectuée qu'après constitution du stock tampon minimal nécessaire à la réalisation de la remise en état du site après exploitation. L'exploitant doit être capable de justifier à tout moment des quantités conservées.

Article 14.7. Fossés de drainage. (*)

Article 15 - EXTRACTION :

L'exploitation doit permettre un défruits maximum du gisement en profondeur sous réserve de la stabilité des berges, donc traverser les éventuelles couches argileuses, conglomératiques ou limoneuses présentes. L'extraction de matériaux devra être menée jusqu'à 30 m de profondeur par rapport au terrain naturel, c'est à dire jusqu'à la cote 275 m NGF.

L'exploitation se fait, par couloir de dragage, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ces talus sont donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- 1/1,5 (environ 33°), pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe,
- 1/10 (environ 6°) mesuré depuis la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour les zones de haut-fond, prévues au document d'impact, et de remise en état joint au présent arrêté,
- 1/2,5 (environ 22°), pour les parties exploitées en eau.

L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 16 - REMBLAYAGE :

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière est interdit.

Si nécessaire et en cas d'une demande préfectorale particulière, les opérations de remblaiement ne pourront être effectuées qu'avec des matériaux inertes, tels que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site. Le remblayage de la carrière ne devra pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

PLAN D'EXPLOITATION

Article 17 - CONTENU :

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation (carrière et installation de 1^{er} traitement), ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (*équidistantes, tous les mètres d'altitude*) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau (*équidistantes, tous les mètres de profondeur*),
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site (installation de 1^{er} traitement, stocks, bassins de décantation/infiltration, chenal d'évacuation des eaux de sur-verse de ces bassins,...), et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture et des barrières d'accès,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière et aux installations de traitement,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.

Article 18 - MISE À JOUR :

Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux ans.

Article 19 - COMMUNICATION DU PLAN :

Le plan d'exploitation est conservé sur le site par la personne chargée de la direction

technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Chaque version du plan est versée au registre d'exploitation de la carrière.

Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 17 (en particulier les courbes bathymétriques pour les carrières en eau) est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les 2 ans, ou sur simple demande de sa part.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment que :

- le plan soit établi ou validé par un géomètre- expert,
- des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

Article 20 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 21 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES :

Si le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur le site, ils devront l'être sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux de ruissellement ou des liquides résiduels. Les produits et liquides récupérés seront à éliminer comme des déchets.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Article 22 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU :

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles au fin du lavage des matériaux au niveau de l'installation de 1^{er} traitement, dans la nappe, au droit du site autorisé, à raison d'un débit de 150 m³/h.

Les installations de l'entreprise dont le fonctionnement nécessite de l'eau ne doivent pas, du fait de leur conception ou de leur exploitation, permettre la pollution du réseau d'adduction d'eau public, du réseau d'eau potable intérieur ou de la nappe d'eaux souterraines, par des substances nocives ou indésirables, à l'occasion d'un phénomène de retour d'eau.

Notamment, toute communication entre le réseau d'adduction d'eau public ou privé et une ressource d'eau non potable, est interdite. Cette interdiction peut être levée à titre dérogatoire lorsqu'un dispositif de protection du réseau d'adduction d'eau public ou privé contre un éventuel retour d'eau, a été mis en place.

Article 23 - REJETS D'EAUX :

Article 23.1. Eaux de procédé

Les rejets d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux, à l'extérieur du site, sont interdits.

Les eaux issues des opérations de lavage de matériaux de l'installation de 1^{er} traitement de matériaux, seront préalablement traitées (dispositif de cyclonage, dispositifs de décantation efficace et suffisamment dimensionné, ...), préalablement à leur rejet dans la partie Nord-Est du plan d'eau carrière.

Les bassins de décantation seront conçus pour un traitement efficace des rejets, et régulièrement entretenus (curages,...). A cet effet un registre particulier sera ouvert faisant état des dates de curage de ces bassins, des volumes de fines récupérés, etc.... Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

En sortie des dispositifs de traitement des eaux de lavage (bassins de décantation), un ou des points de rejet dans le plan d'eau de la carrière seront conçus et aménagés afin de permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs des rejets, dans les normes applicables.

En sortie du dernier dispositif de traitement, et avant rejet et mélange dans le plan d'eau de la carrière, les rejets devront respecter au point de rejet, les dispositions suivantes

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30°C,
- Mest mesurées sur l'effluent non décanté : inférieures à 35 mg/l (NFT 90105),
- DCO_{eb} : inférieure à 125mg/l (NFT 90101),
- hydrocarbures totaux : inférieurs à 5 mg/l (NFT 90114),
- chlorures : inférieurs à 50 mg/l.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

Article 23.2. Eaux d'exhaure de la carrière

S'agissant des eaux d'exhaure de la carrière (rejet à partir d'un plan d'eau de la carrière vers le milieu naturel) :

✓ le point de rejet dans le milieu naturel (sortie de la carrière, vers le fossé longeant le côté

Nord de la carrière vers le ruisseau Leimbach) sera conçu et aménagé afin de permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs des rejets, dans les normes applicables.

✓ avant rejet au milieu naturel (sortie du fossé longeant la carrière vers le ruisseau Leimbach), les rejets devront respecter les dispositions suivantes :

- pH compris entre 6,5 et 8,5
- température inférieure à 25°C
- matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 30 mg/l (norme NFT 90-105)
- demande chimique en oxygène sur effluent au rejet (non-décantation supplémentaire suite à prélèvement) : concentration inférieure à 40 mg/l (norme NFT 90-101)
- hydrocarbures totaux : concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90-114.)

Article 23.3. Eaux pluviales

Les eaux pluviales de ruissellement de l'éventuelle aire imperméabilisée de ravitaillement et d'entretien des engins de chantier, dont il est fait état à l'article 21 du présent arrêté, sont collectées et éliminées comme déchets.

Ces eaux ne devront pas être infiltrées au droit du site.

Ces eaux ne devront pas être rejetées en mélange avec les eaux de lavage de matériaux.

Article 23.4. Eaux usées domestiques

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique.

Article 24 – REJETS ATMOSPHÉRIQUES :

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes de circulation sont arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Si les émissions sont captées : Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières est inférieure à 30 mg/Nm³.

Article 25 – DÉCHETS :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément.

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'exploitant justifie le caractère ultime au sens de l'article L 541-24 du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21 novembre 1979 et aux arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés trois ans.

Article 26- BRUIT :

Article 26.1 - Principes généraux

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1^{er} du Code de l'Environnement, sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Article 26.2 - Valeurs limites

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| supérieur à 45 dB _(A) | 5 dB _(A) | 3 dB _(A) |

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| Emplacements | PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés) | PÉRIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (et dimanches et jours fériés) |
|-------------------------------|--|--|
| Toutes limites de la carrière | 65 dB _(A) | 60 dB _(A) |

Article 26.3 - Contrôles

Un contrôle de la situation acoustique est effectué dès la mise en exploitation des terrains de la carrière et ensuite **tous les 3 ans**, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander. Le prochain contrôle devra être réalisé **avant le 31 décembre 2007**.

Article 27 - VIBRATIONS :

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Article 28 - SURVEILLANCE DES REJETS :

Article 28.1 – Principes généraux :

Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques par l'exploitant.

Ces contrôles réalisés selon les règles de l'art doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

Les résultats commentés de ces contrôles sont adressés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Article 28.2 – Surveillance des eaux souterraines :

L'exploitant assure, en aval et en amont de sa carrière et de ses installations de traitement, ainsi que dans le plan d'eau de la carrière, une surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Si des ouvrages de contrôles répondant aux obligations de surveillance existent, l'exploitant pourra les utiliser sous réserve de :

- l'accord de leur propriétaire,
- fournir les coupes de réalisation des ouvrages,
- fournir les numéro d'indice de référence BRGM.

L'exploitant fera réaliser par un laboratoire agréé, des prélèvements et analyses conformément au tableau ci-dessous, en matière de paramètres à rechercher et fréquences d'analyses.

| Ouvrage / implantation du prélèvement | Paramètre | Fréquence |
|--|--------------------|-----------------------------------|
| puits amont | MEST, DCO, HC, pH, | semestrielle en période de basses |

| | | |
|---------------------------|------------------------------|--|
| | chlorures | et hautes eaux |
| puits aval | MEST, DCO, HC, pH, chlorures | semestrielle en période de basses et hautes eaux |
| plan d'eau de la carrière | MEST, DCO, HC, pH, chlorures | annuelle en période de basses et hautes eaux |

Dans le cadre de la surveillance, à chaque prélèvement d'eau souterraine en vue d'analyse, le niveau piézométrique sera relevé.

Les équipements précédents, les prélèvements et les analyses à effectuer sont réalisés en respectant les normes en vigueur. Les paramètres d'analyses et fréquences de prélèvements pourront être revus ultérieurement, en fonction des résultats d'analyses.

Article 28.3 – Surveillance de la qualité des eaux de sur-verse des bassins de décantation:

Des analyses de contrôle, **annuelles**, portant sur les paramètres cités à l'article 23.1 du présent arrêté, sont effectuées par un laboratoire agréé, au point de rejet dans le plan d'eau.

Article 28.4 – Surveillance des eaux pluviales : (*) sans objet

Article 28.5 – Surveillance des eaux d'exhaure : (*)

Des analyses de contrôle, **annuelles**, portant sur les paramètres cités à l'article 23.2 du présent arrêté, sont effectuées par un laboratoire agréé, au point de rejet dans le plan d'eau.

Article 28.6 - Surveillance des retombées de poussières : (*) sans objet

SÉCURITÉ

Article 29 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation de 1^{er} traitement, ainsi que les engins d'exploitation et les véhicules circulant dans l'enceinte de la carrière et aux abords de l'installation de 1^{er} traitement, sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les agents doivent être initiés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie, et entraînés périodiquement à cette lutte. L'exploitant doit pouvoir justifier de cette formation.

DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE ET GARANTIES FINANCIÈRES

Article 30 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans la demande et conformément aux plans joints au présent arrêté. En cas de cessation d'activité, la remise en état doit être effectuée immédiatement sur la totalité des zones touchées par l'exploitation.

Sans préjudice des dispositions édictées dans le document d'impact, la remise en état est conduite dans le respect des prescriptions suivantes: mise en sécurité, nettoyage, insertion

paysagère, compte tenu de la vocation ultérieure du site en zone naturelle (plan d'eau à vocation de pêche, avec reconstitution de divers milieux favorables à la faune et à la flore), et selon les aménagements définis ci-dessous et conformément au plan de remise en état final, annexé au présent arrêté :

- ✓ le tracé des rives doit éviter les formes linéaires ;
- ✓ les talus doivent présenter des pentes diverses, afin de permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées, tout en conservant la stabilité des terrains ; les talus seront réglés en référence aux profils annexés au présent arrêté
- ✓ les terres de découverte et les horizons humifères servent à la remise en état des zones situées autour du plan d'eau et au niveau de la zone ayant supporté l'installation de traitement, les stocks et installations connexes au bon fonctionnement du site ;
- ✓ les plantations terrestres et aquatiques sont réalisées comme prévu dans le document d'impact ; les plantations terrestres s'effectuent avec des essences locales,
- ✓ le recouvrement des banquettes, de leur accès et si possible du front de taille, se fait en deux phases successives (terres de découverte, puis horizons humifères) ;
- ✓ les surfaces sur lesquelles les horizons humifères ont été remis en place ne doivent plus être parcourues par les engins de chantier ;
- ✓ quatre zones de hauts-fonds seront réalisées au niveau de la cote de battement de nappe (autour de 299 m NGF) :
 - angle Nord-Ouest du plan d'eau
 - angle Sud Ouest du plan d'eau
 - angle Nord Est du plan d'eau
 - angle Sud Est du plan d'eau

Les angles du plan d'eau de la carrière seront aménagés comme il est prévu aux profils annexés au présent arrêté (merlon planté, zone herbacée, création de mares peu profondes et profondes, zones de hauts-fonds).

La surface cumulée des zones de hauts-fonds devra être d'au moins 1ha ;

- ✓ en berge Sud du plan d'eau, les berges seront aménagées en « zone de pêche », conformément aux schémas annexés au présent arrêté. Le linéaire de zone de pêche devra être d'au moins 500 m ;
- ✓ l'installation de 1^{er} traitement des matériaux et les installations connexes de fonctionnement du site devront être démantelées et enlevées du site ;
- ✓ les terrains d'assise affectés à l'installation de 1^{er} traitement (polygone C₁E₁F₁G₁H₁C₁) seront recouverts de terre de découverte et végétalisés. Si ces zones sont peu perméables, un ripage devra être réalisé. Notamment le merlon plant, dont il est fait état au profil AB annexé au présent arrêté sera réalisé ;

L'exploitant communique tous les ans à l'inspecteur des installations classées, un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état.

Article 31 - GARANTIES FINANCIÈRES

La mise en activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation, prévues aux articles 23-2 à 23-6 du décret du 21 septembre 1977.

Article 31.1 – Montant des garanties financières

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.

L'exploitation de la phase 2 ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase 1 est pratiquement terminée.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

La durée de l'autorisation est divisée en 1 période quinquennale et 1 période d'environ 2 ans. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

| Période | Montant en Euros TTC |
|---------------------------|----------------------|
| début 2007– début 1012 | 123 942,70 |
| début 2012– 22 avril 2014 | 78 779 |

La référence de départ des périodes est la date de signature du présent arrêté préfectoral.
L'indice de référence TP01 utilisé est : 563,4 (septembre 2006)
Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est : 19,6 %
Le coefficient α est : 1,34

Article 31.2 - Actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 31.3. Justification des garanties financières

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.

Dans un délai de 15 jours, comptés à la notification du présent arrêté, l'exploitant adressera au préfet un nouvel acte de cautionnement des garanties financières de remise en état :

- du montant correspondant à la période concernée,
- valide jusqu'à l'échéance de cette période.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Article 32 – INSTALLATIONS CONNEXES : (*) sans objet

III- DIVERS

Article 33 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de ASPACH-le-BAS et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 34 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

Article 35 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 36 – SANCTIONS :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 37 – EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut- Rhin, et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace (DRIRE) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Sté TRITER.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
et par dérogation,
Le Secrétaire Général

Patrick PINCET

Délais et voies de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.

(*) Un canevas a été constitué en région Alsace pour la rédaction des prescriptions relatives aux arrêtés préfectoraux applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Certaines dispositions ne se justifiant pas pour les installations présentement visées, elles ont été supprimées. Néanmoins, la numérotation a été conservée pour permettre une homogénéité entre les arrêtés.

ANNEXE I

Liste des plans annexés au présent arrêté

- ✓ Plan de situation du site (carrière et installation de 1^{er} traitement)
- ✓ Plan parcellaire
- ✓ Plan de phasage d'exploitation
- ✓ Schémas prévisionnels d'avancée des travaux d'exploitations
 - 1^{ere} période 2007-2012
 - 2^{nde} période 2012- avril 2014
- ✓ Plan des Zones à Emergence Réglementée
- ✓ Plan de la remise en état finale du site
- ✓ Schémas des aménagements
 - profil AB
 - profil CD
 - profil EF
 - profil GH
 - profil IJ
 - profil aménagement zones de pêche.